

# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 9ème législature

Champ d'application Question écrite n° 3956

#### Texte de la question

M Hubert Grimault appelle l'attention de M le ministre d'Etat, ministre de l'economie, des finances et du budget, sur le probleme de l'assujettissement a la TVA des subventions d'allegement du Fonds national des abattoirs. Il observe, en effet, qu'en l'absence d'instructions precises certaines entreprises peuvent a tort tomber sous le coup de controle fiscaux. En effet, selon l'article 266-1 du code general des impots, les subventions qui constituent le complement direct du prix d'une operation imposable ou destinees a compenser l'insuffisance des recettes d'exploitation d'une entreprise ou d'un service soumis a taxation sont passibles de la TVA Les subventions affectees au financement d'un bien d'investissement sont en revanche exonerees. Les subventions d'allegement du Fonds national des abattoirs destinees a couvrir les charges d'emprunt liees au remboursement d'investissement agrees par le ministere de l'agriculture doivent donc dans la meme logique etre considerees comme des depenses d'investissement faisant partie integrante du plan de financement des investissements. Il conviendrait donc pour eviter toute difficulte de mieux preciser la regle qui doit s'appliquer.

### Texte de la réponse

Reponse. - Les subventions dites d'allegement versees par le Fonds national des abattoirs sont financees par une quote-part de la taxe d'usage des abattoirs publics. La taxe d'usage est comprise dans la base d'imposition a la taxe sur la valeur ajoutee des exploitants publics ou prives d'abattoirs publics. Il est donc admis que les subventions d'allegement ne soient pas, de nouveau, soumises a la taxe et qu'elles ne soient pas prises en compte pour le calcul du pourcentage de deduction des beneficiaires.

#### Données clés

Auteur: M. Grimault Hubert

Circonscription : - Union du Centre Type de question : Question écrite Numéro de la question : 3956

Rubrique: Tva

Ministère interrogé : économie, finances et budget Ministère attributaire : économie, finances et budget

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 17 octobre 1988, page 2860